

*Les crédits*

• (1750)

Le récent budget a aussi éliminé le Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada, ce qui fera du tort à l'exploration minière. Même s'il n'était pas aussi utile que le programme des actions accréditatives qui a été supprimé, il y a deux ans, par le gouvernement actuel, c'est quand même une perte.

La réduction de la subvention versée à la Société canadienne des postes pour le programme d'expédition des aliments par la poste dans les localités éloignées du Nord a des effets économiques et sociaux nuisibles sur les habitants de ces localités. Beaucoup de mes électeurs paient un litre de lait 5 dollars pour que la Société canadienne des postes puisse verser de plus gros bénéfices au gouvernement. En effet, dans le budget, le ministre des Finances a dit qu'il voulait que la Société des postes et les autres sociétés d'État rentables versent plus de bénéfices au gouvernement. Elles sont censées ainsi contribuer à la réduction du déficit. Le gouvernement retire le pain de la bouche à mes électeurs pour pouvoir continuer à se remplir les poches.

Le budget du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a été réduit de 100 millions de dollars pour les prochaines années. Le développement économique fait partie des domaines visés. Les groupes et organismes de communications autochtones ont vu leurs crédits amputés, et dans certains cas supprimés.

Il se perd des emplois. En quoi ont ces suppressions d'emplois septentrionaux, d'emplois autochtones favorisé-elles le développement du Nord? Ces réductions de programmes de communications autochtones vont faire disparaître 100 à 180 emplois un peu partout au pays. Dans le Nord, les réductions de crédits à l'Inuvialuit Communications Society vont faire licencier deux personnes à la fin de ce mois. Quatre autres postes qui étaient à pourvoir ne le seront pas.

La Native Communications Society de l'ouest des T.N.-O se voit supprimer le même nombre d'emplois à compter de la semaine dernière, ce qui est le bouquet. Déjà qu'à la date de la semaine dernière, elle n'avait pas encore reçu ses chèques de février et de mars. En outre, l'argent du mois d'avril n'arrivera pas avant le mois de mai.

Outre ces réductions de crédits, elle va donc contracter un découvert bancaire qui va faire augmenter encore sans raison ses frais de banque.

L'Inuit Broadcasting Corporation va elle aussi perdre de nouveaux emplois.

Le projet de taxe sur les produits et services inquiète grandement les T.N.-O. Les habitants du Nord ont protesté contre cette taxe dans sa forme actuelle parce qu'elle n'est pas équitable et qu'elle va amoindrir la compétitivité relative des T.N.-O face au sud du Canada. Pour les mêmes produits et services, la TPS va faire payer

plus aux habitants des T.N.-O, qu'aux autres Canadiens. La taxe de vente actuelle, qui va être remplacée par la TPS, est prélevée auprès du fabricant. L'élément majeur que sont les frais de transport et les marges bénéficiaires supérieures qui n'entrent pas dans le calcul de la taxe à l'heure actuelle compteront pleinement sous le régime de la TPS qui s'applique commerce de détail.

Par ailleurs, parce que leurs traitements sont plus élevés, les gens du Nord qui ont, en réalité, le même pouvoir d'achat que les gens du Sud, ne vont pas bénéficier autant du crédit d'impôt à la taxe de vente. Quelques industries mises à part, le projet de TPS est de nature à limiter sérieusement la compétitivité des Territoires du Nord-Ouest par rapport aux régions du sud du Canada. La taxe va rendre encore plus coûteuse l'exploitation d'une entreprise dans les Territoires du Nord-Ouest qui attireront moins d'investisseurs. Selon le ministre des Finances des Territoires du Nord-Ouest, le développement économique de la région en sera retardé.

La taxe sur les produits et services, qu'elle soit de 7 ou de 9 p. 100, est tout simplement inacceptable pour les habitants des Territoires du Nord-Ouest. Au lieu d'aider le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à régler ses problèmes économiques découlant des disparités régionales, du taux de chômage élevé et du manque d'infrastructure, le gouvernement fédéral empêche tout progrès.

À l'heure actuelle, les terres et les ressources des Territoires du Nord-Ouest relèvent du gouvernement fédéral. Tant que la situation restera ainsi, la capacité du gouvernement local de planifier et de gérer l'économie sera limitée.

Cependant, le rythme et l'importance du développement relèvent en grande partie du ministre des Affaires indiennes et du Nord, les priorités étant établies de façon être avantageuses pour tout le Canada.

La décentralisation des responsabilités est un processus lent. Le transfert du contrôle va de pair avec le règlement des revendications territoriales des autochtones. Ceux-ci veulent être des partenaires dans le développement du Nord.

Les Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement fédéral sont en train de négocier une nouvelle entente de développement économique. Je prie instamment le gouvernement fédéral de reconnaître les besoins particuliers du Nord en matière de développement. Les transports constituent un élément indispensable du développement de l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

• (1755)

Le gouvernement des territoires réclame le transfert des responsabilités du gouvernement fédéral en matière de transports, et l'on se prépare à faire une étude spéciale conjointe pour élaborer une stratégie de transport dans les Territoires du Nord-Ouest. Tout transfert de respon-